

L'UFIP plaide pour un service minimum dans les ports

IN LANTENNE.COM DU 08 MARS 2017

Pour garantir une continuité d'approvisionnement, l'Union française des industries pétrolières plaide pour un service minimum dans les ports. En 2017, les prix des carburants devraient connaître une légère hausse avant une possible envolée d'ici 2020 due à la baisse actuelle des investissements dans les capacités de production. À l'occasion du bilan 2016 du secteur pétrolier français dressé le 7 mars à Paris, l'Union française des industries pétrolières (Ufip) a présenté ses propositions à l'attention des candidats à l'élection présidentielle. Dans le volet "Sécurité d'approvisionnement", l'union appelle à "instaurer, en cas de grève, une obligation de service minimum pour le déchargement et le chargement de produits pétroliers dans les ports et terminaux pétroliers portuaires". Rappelée par Francis DUSEUX, son président, cette demande est notamment motivée par les mouvements sociaux intervenus au printemps 2016. L'Ufip recommande également "d'assurer les conditions du maintien en France d'une capacité de raffinage compétitive pour faciliter l'approvisionnement du pays en cas de crise internationale". Après la reconversion en cours du site Provence de Total, la France comptera sept raffineries dont la capacité en 2017 s'élèvera à 62,1 millions de tonnes (Mt). "Cette base industrielle nationale est désormais stable", assure Francis DUSEUX. L'an passé, 75 Mt de produits pétroliers ont en effet été consommés dans l'Hexagone dont 18,4 Mt de gasoil importé. Aussi, la baisse constatée sur le diesel ne devrait pas impacter le raffinage français. En plus des sept raffineries, le schéma national de distribution des produits pétroliers s'appuie aujourd'hui sur 17 terminaux, 200 dépôts pétroliers et 11.194 stations-service, en baisse de 75 unités en 2016. La grande distribution assure 61,4 % de la vente des carburants. En l'espace d'un an, le prix du baril de pétrole a doublé, passant de 30 à 55 dollars après l'accord intervenu entre les pays membres de l'Opep et la Russie sur la réduction de la production mondiale. En 2017, l'Ufip prévoit une hausse modérée autour de 60 dollars en raison des niveaux élevés des stocks mondiaux, et de l'effet modérateur joué par le pétrole de schiste ; sa production étant directement corrélée au cours du pétrole. Au-delà, Francis DUSEUX s'inquiète des conséquences de la réduction sensible des investissements dans l'exploration et l'extraction. "La capacité de production mondiale est stable à 98,3 millions de barils par jour pour une consommation de 98 millions de barils jour en croissance". En l'absence d'investissements aujourd'hui, l'Ufip estime qu'à l'horizon 2020, le marché connaîtra "une crise de production". Ses impacts pourraient se faire sentir dès 2018 par une hausse plus vive du prix du pétrole dont la part dans les approvisionnements énergétiques est appelée à se maintenir à plus de 30 % dans le monde comme en France.